



Place du Capitole, à Toulouse, lundi 16 novembre à midi. GUILLAUME RIVIERE POUR « LE MONDE »

A midi, la France s'est figée

Une minute de silence à la mémoire des victimes des attentats a été observée, lundi, dans les établissements scolaires, les administrations, les entreprises et les lieux publics

SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

Ce lundi 16 novembre, après un week-end noir, les Français ont repris le chemin du travail, de leurs occupations, de leur vie. Souvent avec la peur au ventre, une inquiétude qui ne passe pas, le sentiment que « rien ne sera plus comme avant ». Dans les entreprises, beaucoup racontent la même scène : on ne se dit pas « Tu as passé un bon week-end ? » comme un lundi, mais on s'embrasse alors qu'on s'était toujours contenté de se saluer à la cantonade. Beaucoup se sont habillés de noir, parfois sans même y avoir pensé. Certains sont allés travailler en traînant les pieds. Ils reconnaissent ne pas avoir été « très productifs », discutant avec les voisins de bureau, surfant sur les sites Internet et les réseaux sociaux à la recherche d'informations.

A midi, partout en France, dans les établissements scolaires, dans les administrations, les entreprises et les lieux publics, les Français ont communiqué pour une minute de silence, souvent suivie par des applaudissements ou des *Marseillaise* entonnées spontanément.

« CONTINUER À AIMER LA MUSIQUE »

C'est évidemment là où l'on a perdu des proches, des amis ou des collègues que l'émotion est la plus palpable. L'université Paris-Est-Marne-la-Vallée rend un hommage unanime à deux des siens, Nicolas Classeau, directeur de l'IUT, et Matthieu Giroud, professeur de géographie. Des registres de condoléances, des fleurs, des portraits ont été disposés à l'IUT et au bâtiment de sciences humaines et sociales où enseignants et étudiants se rassemblent, le visage marqué et tentant de se reconforter. Le président de l'université, Gilles Roussel, lit, la voix étranglée, le message du père de Nicolas Classeau :

« Dites-leur de rester unis et tolérants comme Nicolas l'aurait souhaité. Et de continuer à aimer la musique et la vie. »

Aux abords du Bataclan, de nombreuses personnes s'arrêtent un instant pour déposer une rose, une bougie ou jeter un regard en direction de la salle de concert, gardée par des policiers et dont la devanture est entièrement bâchée. La minute de silence vient de s'achever. Assis sur un banc, un groupe de six

La peine, l'inquiétude et les peurs s'invitent dans les classes

LUNDI 16 NOVEMBRE, à 8 h 30, dans les établissements scolaires, il n'y avait ni mathématiques, ni français, ni latin. Trois jours après les attaques de Paris, les professeurs et les élèves ont parlé de leur peine, de leurs peurs et de leurs questions sans réponse. « Ce matin, il régnait une ambiance très particulière en classe : nous devions essayer de rentrer dans notre costume de professeur alors que nous étions nous-mêmes touchés par les événements », raconte « Monsieur Samovar », un enseignant blogueur de l'académie de Versailles.

A Montreuil, où il enseigne, Benjamin Marol insiste sur l'émotion « extrêmement forte » qui régnait dans son collège, où trois élèves ont perdu des proches. Difficile de surmonter cette émotion, alimentée par bien des peurs. Peur de nouvelles attaques, peur de ce mot « guerre » lâché par le

chef de l'Etat dès vendredi soir. « Est-ce qu'il va y avoir une troisième guerre mondiale ? », « Est-ce qu'on est menacé par la bombe atomique ? » Ce sont quelques-unes des questions auxquelles a dû faire face Laurence Juin, enseignante dans un lycée professionnel de La Rochelle. Pour elle, « les élèves se sentent menacés ».

« Besoin de s'exprimer »

Peur, aussi, des amalgames. « Une élève m'a lâché : "Mais Madame, c'est pas de ma faute", témoigne Seta Kilndjian, enseignante dans un lycée de Marseille. Beaucoup d'ados issus des quartiers nord, de confession musulmane pour beaucoup, ressentent de la culpabilité par rapport à l'image que la société leur renvoie. Ils ont peur qu'on impute aux musulmans la responsabilité de ce qui s'est passé. J'avais vécu des dérapages après Charlie Hebdo mais, aujourd'hui, le con-

texte est très différent : en aucune manière les élèves ne s'associent à ce qui s'est passé. Tous ont besoin de s'exprimer. »

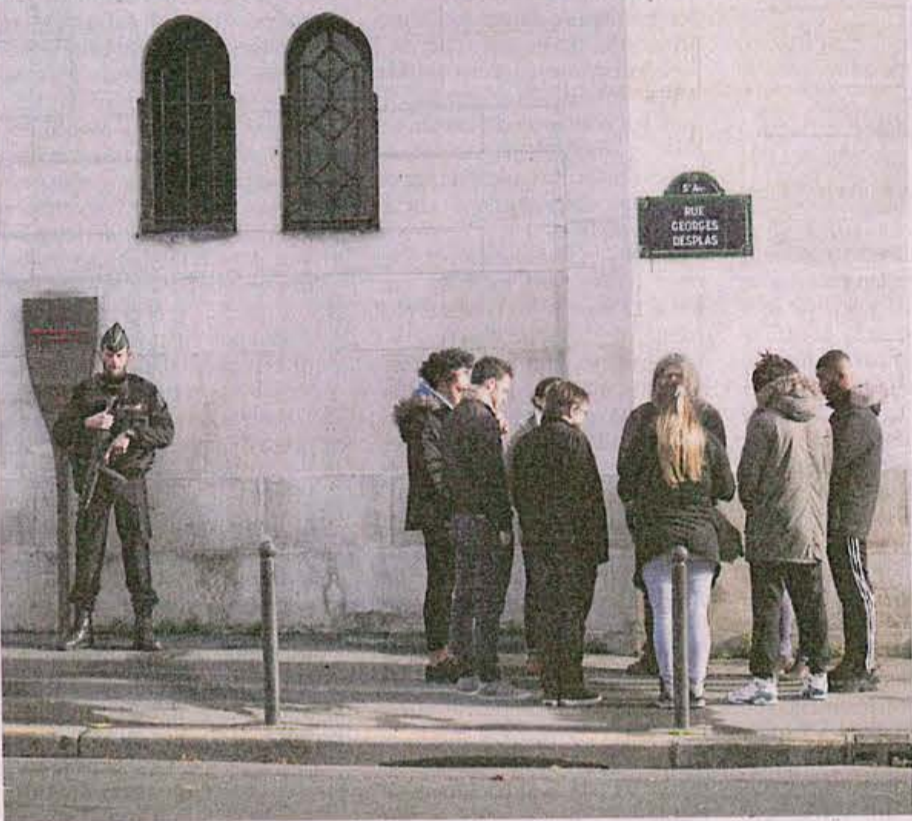
Contrairement à janvier, le ministère de l'éducation nationale avait largement diffusé dès ce week-end un mode d'emploi pour le retour en classe prévoyant un temps d'échange avant la minute de silence. Une façon de se prémunir contre les contestations qui avaient été amplement médiatisées en janvier. Rien de tel n'a été rapporté lundi.

Il n'a pas toujours été facile, en revanche, d'apporter des réponses aux élèves. « "Pourquoi ?" "Qu'est-ce qu'on peut faire ?" A beaucoup d'élève, j'ai dû répondre : "Je ne sais pas" », confie Benjamin Marol, l'enseignant de Montreuil. « Ils me demandaient si l'on était en guerre. Je leur ai répondu que je ne pouvais pas me prononcer, qu'on est dans l'instantané et qu'on

drapés en tricolore, des agités qui appellent à la résistance, quelques experts autoproclamés qui donnent des explications compliquées à des Japonais perplexes, beaucoup de journalistes et quelques explorés qu'on n'a pas envie de déranger. Au moment de la minute de silence, puis de *La Marseillaise*, un bref rayon de soleil. Puis le vent se lève et les bougies s'éteignent.

Non loin de là, près de 400 médecins, infirmières, aides-soignantes et personnels administratifs se sont rassemblés dans le hall de l'hôpital Saint-Louis. Vendredi soir, 28 blessés du Petit Cambodge et du Carillon, qui se trouvent tout près, ont été accueillis par le service d'urgences de l'établissement. La directrice de l'hôpital lit un message de Martin Hirsch, le directeur général de l'AP-HP : « Vous avez accompli un acte de résistance collectif contre la terreur et la barbarie, contre la violence froide et aveugle. »

A Courcouronnes (Essonne), lieu de naissance d'Omar Ismail Mostefai, un des terroristes identifié grâce au relevé de ses empreintes papillaires, Abdel Machri, chargé des affaires sociales de la ville, se rend à la mairie pour la minute de silence. « Je suis sans voix, abattu. J'ai passé le week-end cloîtré chez moi. Etre ici m'a permis de me retrouver avec les gens. » L'homme connaît « très bien » la famille Mostefai. « On les a vus grandir, par-



tir même pour Chartres parce que justement le père voulait sortir ses enfants de là, leur donner un avenir meilleur. » Vendredi soir, Abdel Machri était au Stade de France.

Il est près de midi, lundi, quand ils commencent à descendre et à se rassembler au pied de l'immeuble où ils travaillent, au 50, avenue des Champs-Élysées. Angélique travaille dans une société de service. L'idée de la minute de silence, explique-t-elle, a été proposée par un collègue durant le week-end. Un mail a circulé entre les salariés.

Employés chez Castorama, Primagaz, Axa ou HSBC, ils arrivent spontanément par centaines des tours de La Défense, quelques minutes avant midi. A midi pile, le silence s'abat sur le parvis, rompu seulement par le bruit du vent entre les tours. Au-dessus d'eux, des gardes armés sont postés sur les toits des immeubles. « Certains ont hésité à descendre, car ils avaient peur », raconte une salariée de HSBC, qui qualifie l'ambiance dans le RER du matin de « pesante ».

Au siège de la SNCF, à La Plaine-Saint-Denis, double deuil, double minute de silence. La première à 9h30 pour les morts de la rame du TGV qui a déraillé en Alsace ; la seconde à midi pour les victimes du terrorisme. Chez PSA et Renault, des dispositions ont été prises pour que les lignes de production des usines françaises stoppent à midi.

Il est midi, place de la République, en plein cœur de Lille. Rarement on a vu autant de monde réuni. Des milliers de personnes. Les élus, de droite et de gauche, sont unis devant les grilles de la préfecture pour entonner *La Marseillaise*. Martine Aubry présente Char-den au préfet. Char-den a perdu son frère, ingénieur informatique lillois, qui venait de fêter ses 40 ans, lors de l'attaque du restaurant la Belle Equipe, rue de Charonne.

A Paris, quelques centaines d'étudiants, lycéens et collégiens des environs sont regroupés devant la chapelle, à l'intérieur de la Sorbonne. Au milieu de l'arc de cercle formé se

tient François Hollande. Le chef de l'Etat a choisi ce temple du savoir, qui abrite toute l'année une partie de la jeunesse française, pour observer une minute de silence. Les cloches résonnent au loin, la minute de silence prend fin. Dans la cour de l'université, une *Marseillaise* monte soudain, a cappella. Puis François Hollande se retourne vers des étudiants, en étreint un, et reçoit des mains d'un autre un dessin, représentant une Marianne qui pleure. Puis il quitte les lieux. Chacun converge vers les portiques de sécurité mis en place pour l'occasion. Une étudiante se tourne vers ses amis : « On va boire des coups ? »

« ON NOUS A INTERDIT DE FAIRE UNE PAUSE »

A Vénissieux, dans la banlieue de Lyon, Paul Marcadé, patron d'une PME spécialisée en informatique, a réuni ses quinze salariés dans le couloir pour leur lire un texte trouvé sur Facebook qui se termine par : « Je vous aime. » Il a ensuite proposé à ses employés d'aller déjeuner avec lui.

Dans d'autres entreprises, la délicatesse n'est pas toujours de mise. A Paris, ils sont nombreux à être retournés travailler dès le samedi matin. « J'ai reçu des mails professionnels qui ne faisaient strictement aucune mention du drame qui avait eu lieu la veille à seulement quelques centaines de mètres de là », raconte, indigné, Pierre, 30 ans, avocat dans un important cabinet parisien.

Sarah, 24 ans, est vendeuse dans une boutique de vêtements à Saint-Germain-des-Près. Samedi matin, elle a décidé de ne pas aller travailler, « trop stressée ». Elle est revenue lundi, mais guère plus rassurée : « Quand on travaille en boutique, on a peur. On nous a pourtant interdit de faire une pause pour regarder l'allocution de François Hollande, en nous demandant de prendre plutôt ce temps-là pour aller chercher les clients dans la rue. » ■

VANESSA SCHNEIDER
AVEC LA RÉDACTION DU « MONDE »

Devant la Mosquée de Paris, le 16 novembre. JULIE BALAGUÉ POUR « LE MONDE »

Place de la République, à Paris. OLIVIER LABAN MATTEI/MYOP POUR « LE MONDE »

Devant l'hôtel de ville de Nantes. STÉPHANE MAHÉ/REUTERS



A Grigny, dans l'Essonne : « Ils veulent une guerre, nous, on s'unit »

Des roses jaunes et des œillets ont été déposés sur le sol devant un tableau listant les morts. Une bougie est donnée à chaque entrant. Ce lundi 16 novembre au soir, dans le centre culturel de Grigny (Essonne), où doit se tenir une cérémonie d'hommage aux victimes des attentats, les habitants arrivent très nombreux. Après la minute de silence organisée à midi, la mairie PCF a voulu organiser un second moment de recueillement.

Après une brève allocution du maire, Philippe Rio, la parole est donnée au rabbin Michel Serfaty, au père Rapaud et à l'imam Brahim Agouram. Les trois hommes utilisent les mêmes mots : « amour » et « fraternité ».

Dans cette banlieue pauvre qui a vu grandir Amedy Coulibaly, l'un des auteurs de l'attentat contre l'Hyper Cacher de la porte de Vincennes, la tristesse et la sidération sont dans tous les regards. L'assistance est deux fois plus nombreuse que lors des cérémonies de janvier. Certains y étaient déjà présents, d'autres sont venus manifester leur solidarité parce que, cette fois, la violence meurtrière a touché tout le monde.

Dans la salle, des adultes, des adolescents, des retraités, des femmes voilées, des employés et

des enseignants : toute la population semble représentée. « C'est la France qui a été souillée, donc c'est nous. Ils veulent une guerre et nous, on s'unit », explique Hassan, 16 ans, un grand adolescent avec un bras en écharpe.

Pour Hakim, 38 ans, animateur pour la jeunesse, être là est une évidence. « Ceux qui ont été tués, ça pourrait être n'importe qui, ils étaient juste là au mauvais moment, au mauvais endroit. Ces types-là, ce sont des fous, ils n'ont pas de foi, pas de cœur. » La peur est là, même si chacun tente de la maintenir à distance.

« Colère contre les barbares »

Yvette, 62 ans, dit « se réveiller la nuit à penser à ce qui arrive à la France ». Samba, étudiant de 25 ans, a un ton plus posé : « On réalise que tout le monde peut être la cible. C'est plus inquiétant mais, cette fois, on n'est pas mis à l'écart car il n'y a pas d'Amedy Coulibaly, qui a grandi à Grigny. »

Beaucoup ont une connaissance ou un proche qui a été blessé ou qui est mort lors de cette soirée sanglante. Les habitants de Grigny sortent dans la capitale les vendredis ou samedis soirs, ils ont des enfants qui « montent à Paris ». Les attentats les ont frappés autant que les Parisiens.

Mohamed, 39 ans, concierge, ressent de « la colère contre ces barbares ». « Vendredi, un ami m'a appelé pour aller prendre un verre à Paris. J'étais trop fatigué. Il s'est pris une balle dans le dos, il est dans le coma à Lariboisière », lâche-t-il, les larmes aux yeux. Nazha, formatrice de 40 ans au discret foulard rouge, a des amis parisiens qui ont perdu un enfant : « Je suis effondrée, je ne comprends pas. »

Le père Rapaud, qui habite la Grande Borne, assure qu'il sent depuis deux jours un mécontentement monter à l'égard des dirigeants politiques. « Les gens disent que la violence s'aggrave et que l'on ne peut pas laisser des apprentis terroristes en liberté. »

Nicole, 62 ans, qui travaille à la mission locale, a manifesté en janvier mais elle a l'impression que « ce sont les mêmes événements qui recommencent ».

Pour Fouzia, qui a elle aussi défilé, « rien n'a changé depuis, comme si le gouvernement avait laissé les barbus faire. Je vis ça comme une trahison. » Cette fonctionnaire de 39 ans ne cache pas sa colère : dans la classe de sa fille, un adolescent n'est plus là. Vendredi, avec son frère, il assistait au concert du Bataclan. « Quel monde de fous on laisse à nos enfants ? » ■

SYLVIA ZAPPI

DANS LES ENTREPRISES, BEAUCOUP RACONTENT LA MÊME SCÈNE : ON NE SE DIT PAS « TU AS PASSÉ UN BON WEEK-END ? » COMME UN LUNDI